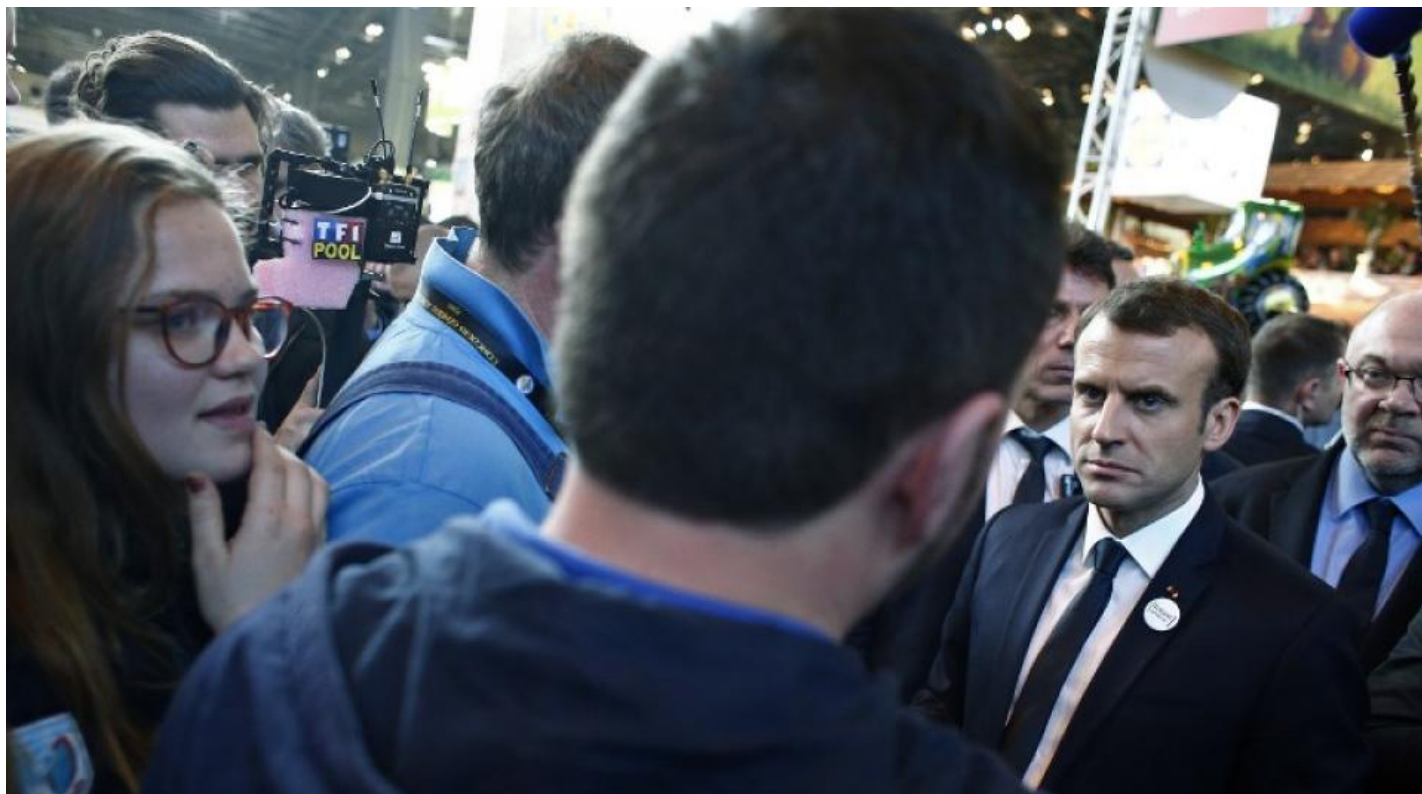


Ces sévères défaites européennes d'Emmanuel Macron passées inaperçues (et qui n'ont rien à voir avec l'Allemagne ou l'Italie)



Emmanuel Macron vient de subir deux revers majeurs, dont il évite de se vanter (et que la presse subventionnée ne relève pas), dans ses affaires européennes. Le premier concerne le travail détaché. Le second concerne la taxation des GAFA.

Avec Éric
Verhaeghe

Deux dossiers majeurs, et deux défaites européennes pour Emmanuel Macron: travail détaché et taxation des GAFA.

Avancées quasi-nulles sur le travail détaché

À peine arrivé au pouvoir, Emmanuel Macron [avait roulé des mécaniques sur la question du travail détaché](#). Le compromis qui se dégage est très en-deçà des espérances françaises. Non seulement les travailleurs détachés continueront à cotiser pour leur protection sociale dans leur pays d'origine, mais leur durée de détachement maximal sera seulement réduite de six mois.

Concrètement, le détachement sera autorisé pour une durée d'un an, renouvelable six mois.

Bref, défaite française, loin des cocoricos initiaux.

Avancées quasi-nulles sur la taxation des GAFA

Concernant les géants du Net, la France [avait aussi multiplié les gesticulations](#) cet automne. Bruno Le Maire avait inventé la taxation sur le chiffre d'affaires réalisé dans un pays différent du siège de l'entreprise.

Heureusement, les Européens ont plus de bon sens que notre ministre de l'Économie. S'ils ont accepté ce principe, ils n'envisagent pas, semble-t-il, de prélever plus de 2% du chiffre réalisé. On attend avec impatience de voir quel bénéfice l'Europe tirera de ce projet protectionniste qui risque de se retourner contre ses propres produits exportés aux États-Unis.

Pas sûr, en tout cas, que le produit de ce nouvel impôt soit plus élevé que la taxation actuelle...

La Groko relancera-t-elle la France?

Ces contre-performances macroniennes en Europe témoignent de notre affaiblissement sur la scène communautaire. Macron ou pas, la France n'impose pas sa volonté aux pays qui tirent profit de la compétition socio-fiscale.

Pour Macron, l'adoption large du projet de gouvernement par le SPD (avec des scores de participation que les partis français feraient bien de méditer) constitue une ultime porte de sortie. L'accord comporte en effet [d'importantes concessions](#) aux vues françaises en matière de relance et de solidarité européennes.

Article initialement publié [sur le site d'Eric Verhaeghe](#)